

ALESKASANDAR NIKOLIC est face à DANIÈLE OBONO chez DARIUS ROCHEBIN sur LCI !

43 min · Rassemblement National

Alexandre Dernicoli : Alexandre Dernicoli, est-ce que c'est la même ou est-ce que c'est une autre ? Marine Le Pen. Elle commence à présenter des axes qui sont importants parce qu'on l'a dit, la première mesure qu'on prendra, c'est de baisser la TVA à 5,5 sur les produits énergétiques et ça concerne beaucoup de Français sur le carburant, mais il y a aussi un sujet qui est un peu oublié dans ce début de campagne, c'est les difficultés pour les Français de se loger et d'accéder à la propriété parce que beaucoup de jeunes se disent qu'ils n'auront jamais la possibilité d'avoir leur propre logement et avoir un logement à soi, c'est se dire qu'on est déjà rassuré dans la vie.

On reparlera du fond, le genre, Renaissance, le beau, l'élégance, le

grand. Oui, effectivement, c'est assez inattendu. Ça a d'ailleurs un petit côté un peu scolaire, Marine Le Pen a des qualités politiques éminentes, c'est pas un grand tribun, et là, on sent qu'on lui a dit qu'on va faire un truc ambitieux pour montrer qu'on n'est pas dans les propositions concrètes. Je suis pas certain que c'est vraiment ça qui sera retenu de ce discours. Il y a quand même une intuition qui n'est pas mauvaise, c'est que les Français ne sont pas marxistes. Désolé, madame Obono. Il

y en a au moins aussi. Vous êtes marxiste, Daniel Obono ? Il y a au moins une marxiste. La majorité des Français... Je sais pas si Anne Nivard est marxiste. Vous ne savez pas, je ne suis

pas marxiste. Et donc, je pense que l'économie ne suffit pas à créer une dynamique d'une campagne électorale. Il faut promettre aux Français qu'ils les fassent un peu plus rêver, même si les mesures économiques viendront au fur et à mesure dans les programmes.

La marxiste... Elle

dit le beau, le grand, l'élégance, le classique.

Je suis beaucoup plus inspirée par la prose de Marx, qui est aussi un philosophe, pas qu'un économiste, mais ce qui m'a interpellée dans son discours, c'est l'exercice d'un certain style, d'un nouveau style, que le contenu de ce qui est dit. C'est être complètement à côté de la plaque de considérer, après l'été, que viennent de vivre les Français et les Françaises, qu'il faut remettre en cause les protections, les garanties écologiques, remettre sur le marché et faire en sorte que, par exemple, en matière de rénovation énergétique, il y ait beaucoup moins qui soit fait pour réduire les bouilloires thermiques ou les passoires thermiques. Ça, je pense que ça fait beaucoup plus d'impact de dégradation dans les conditions de vie des Français que quelques prose que ce soit qu'elle aurait inventées.

On a vraiment eu l'impression dans ce retour, cette rentrée de Marine Le Pen à Henin-Beaumont, qu'elle essaie d'être face à face avec les Français, avec ce genre de discours, et également des positions concrètes d'être dans le social, de développer son programme social, et donc le refus d'être dans le face à face avec d'autres candidats, suivez mon regard, celui potentiellement qui serait face à elle au second tour, elle est plutôt dans le face à face avec les Français, dans les préoccupations quotidiennes des Français.

On a une candidate à tout horizon qui veut vous donner du souffle, la grandeur, le classique, etc. Vous me parlez du logement, etc. Vous qui étudiez de près les discours, on regarde sur ce discours qui sort complètement. Il y a pas que ça, mais il a beaucoup incité.

J'ai pas vu le discours dans sa totalité, mais ça ressemble à une abstraction esthétique qui permet de camoufler les vrais éléments du programme, qui doivent être mis de côté. Évidemment, ils vont être abordés, mais c'est aussi une manière de fédérer, d'édulcorer un discours à un moment où il y a des parties plus radicales qui doivent essayer de fédérer. Ça rappelle le pensée de Macron.

Tous les candidats, à un moment donné, il y a eu quoi ? Il y a eu changer la vie dans les grands trucs. Il y a la mise en scène grandiloquente ou grandiose du programme. Il y a eu changer la vie, il y a eu quoi ? Il y a eu Mitterrand, l'Ombre à la lumière. La vie en rose, exactement. On est là -dedans. C'est vrai, mais... On l'a pas

encore eu, là.

Alexandre Dericoli : Renaissance, c'est son mot d'ordre. Renaissance, oui, c'est le slogan initial. Et qui symbolise beaucoup de choses. Le beau, on fait partie, après une période dans l'imaginaire collectif du Moyen Âge, même si c'est un imaginaire, qui paraît plus grisâtre, se dire qu'on va renouer avec le classicisme dans l'art, dans l'invention, dans l'architecture. Ça compte dans l'imaginaire. Ces mots, quand elle les prononce sur le beau, c'est aussi un constat que peuvent faire certains Français. Certains se disent que les logements que je voyais en pierre font partie dans les cours de ville de ce qu'ils représentent. Peut-être renouer avec ça et vouloir faire un effort sur cet aspect -là, ça compte, je pense.

Chabond -Elmas, vous vous rappelez de la nouvelle société ?

Vous étiez Giscardien, évidemment. Vous n'étiez pas du beau camp. Ce qui est intéressant, ce n'est pas la nouveauté que prévoit Marine Le Pen, c'est au contraire le retour à une forme de classicisme. Et j'ose le mot, et c'est assez nouveau chez elle, une forme de conservatisme. C'est -à -dire cette idée qu'il ne faut pas faire du passé table rase et qu'au contraire, il faut revenir... Il vous en veut, Daniel Orbono. Il faut revenir à la foule immense de bout -de

-bou. C'est beaucoup plus poétique, en vérité, Marx, que tout ce qu'on peut inventer et tenter d'inventer encore. La question, c'est le propos doit renvoyer à un contenu. C'est là où ça fait sens. C'est -à -dire que quand on développe une prose qui renvoie à une aspiration... C'est vrai qu'on a une tentative d'élévation classique en empruntant, y compris avec la métaphore macroniste, ce qui n'est pas très nouveau, de remettre une couche, en tout cas,

dans le

langage contemporain. Renaissance, y compris, il y a eu un désaccord presque juridique avec M. Attal. Mais je pense que le fait est, et vous avez raison, M. Roquette, que ça renvoie à une vision, que je le qualifie de réactionnaire, parce que c'est le retour à un ancien ou une certaine idée de l'ancien, parce que le classique a été aussi réinventé.

Un des premiers décrets de Trump, c'était pour dire en architecture, on va revenir à l'architecture chupusséionienne ou correntienne, les choses très classiques.

La Renaissance a réécrit l'histoire antique avec un certain nombre de valeurs. Je ne réécris pas. De mon point de vue, nous devrions regarder vers l'avenir avec une ambition de changement et de transformation. L'application

Alexandre Dornicoli : architecturale marxiste dans tous les pays de l'Est ne fait pas vraiment rêver les Français. Un père venait d'Axile et avec une architecture sur ce modèle soviétique.

Vous savez que l'art et l'

architecture ne se réunissent pas. Ce ne sont pas les miennes. C'est une

histoire

contraire au Stalini.

Regardez le sondage de la tribune, qui est intéressant sur ce qui fait mouche ou non. Très intéressant, ce matin, sur l'évolution positive, mais aussi en négative. On voit que Marine Le Pen et Jordan Bardenard arrivent à gagner. Ils gagnent du terrain. 36 % c'est beaucoup. Ils larguent Philippe, Mélenchon, Hollande, mais les mécontents augmentent aussi. Plus 5 de résistants, d'opposants à Marine Le Pen. Ça, c'est quand même un facteur très important. Les autres ne se portent pas mieux. Il y a une résistance.

C'est ça, le grand enseignement de la dernière séquence. C'est une période relativement longue, 2 à 3 ans. Marine Le Pen et Jordan Bardenard font de moins en moins peur. Qu'il suscite l'adhésion de plus en plus de Français, ça n'est pas nouveau. Cette dynamique -là est aussi chez Jean -Luc Mélenchon, dans une moindre mesure, mais il est très haut. La différence entre Marine Le Pen et Jean -Luc Mélenchon, c'est que tous les Français qui ne sont pas derrière lui sont contre lui et ne veulent à aucun prix qu'il arrive à l'Elysée. Ce rejet est moins fort chez Marine Le Pen, en particulier chez les retraités. L'une des explications du niveau historiquement haut, ça n'a jamais été arrivé qu'un candidat soit à 35 % d'intention de vote à 8 mois d'une élection. Les retraités qui avaient peur du RL sont de moins en moins inquiets par ce parti.

Qui peut faire mariage ? Édouard Philippe, Gabriel Attal. Ils sont en concurrence. D'ailleurs, ils se suivent à peu près. Il y en a un qui ferait 19, l'autre 18. Il faut écouter un extrait de vos parodies, alias Caciz. Je note au passage à quel point vous êtes salués. Les débatteurs, Laurent Alexandre et Jean -Michel Apatit, vous avez un très grand talent. On peut regarder cette vidéo où vous vous moquez du côté concours de platitudes entre Attal et Guxman. Tout le monde fait des platitudes en politique.

... -"Maintenant, écoutez -moi bien. Je pense que la France est un beau pays." -"Je dirais même que la France est un pays tout court qui peut être observé sur une carte sous une forme hexagonale." -"Purement factuel." -"Même Zérator n'a jamais rien dit d'aussi neutre." -"Ils font un cap clair." -"Un cap quoi ?" -"Un cap clair." -"C'est ma phrase, j'ai reconnu. Vous me rendez ma phrase tout de suite." -"Il peut y avoir des coïncidences." -"C'est de l'anti -jeu." Vous n'avez pas le monopole des capes claires, M. Gluxman.

Est -ce que c'est une école de pensée d'aligner les platitudes

? Est -ce que ça marche ? Oui, parce qu'on assiste à l'émergence d'un savant cocktail de banalités et d'abstraction. C'est peut -être ce qui singularise cette nouvelle langue de bois, une langue de bois centriste qui... poursuit certains intérêts dans la perspective d'un second tour avec Marine Le Pen où il va falloir justement réussir à rassembler un maximum de voix pour faire barrage. Et donc je pense qu'il y a cette stratégie de camoufler la vacuité d'un programme ou le statu quo auquel ces gens -là sont attachés finalement, en utilisant ce type de formules un peu toutes faites et qui sont très peu clivantes finalement.

Mais vous avez relevé ces platitudes uniquement chez le candidat Glucksmann et le candidat Attal

ou également chez d'autres. Pourquoi vous jetez votre dévolu sur eux deux dont vous imitez parfaitement les voix

? J'ai écouté un discours d'Égor Philippe tout à l'heure et je vous avoue qu'il aurait éventuellement pu rejoindre au

la main. Il y a un décryptage politique d'ailleurs de ça parce que c'est vrai que lorsque vous êtes un candidat raisonnable, réformateur, réformiste, appelez ça comme vous voulez, vous êtes condamné à un discours modéré. Quand Jean -Luc Mélenchon dit on va mettre 20 % de la dette française au feu, bon moi je pense que c'est de la folie furieuse mais au moins c'est pas une platitude. Quand Marine Le Pen dit on va supprimer les obligations de logement social pour les municipalités. C'est un truc qui frappe les esprits. Or les gens, les centristes, le cercle de la raison comme disait Alain Maink, il peut moins se permettre ce genre de transgression et c'est son handicap objectif et c'est ce qui fait qu'il se prête si bien à la

caricature brillante. Est-ce que c'est bien joué, c'est à dire d'une certaine façon est-ce que ça touche une fibre du convenable chez les Français qui fait que malgré tout on a un peu peur, pardon, de Jean -Luc Mélenchon et un peu peur de Marine Le Pen, malgré tout et en dernière analyse on préférera même les gens qui disent des platitudes à des gens qui disent des choses un peu trop saillantes. C'est un calcul.

Alors le grand talent, ça a été celui d'Emmanuel Macron en 2017, c'était de faire les deux, c'est à dire de dire des platitudes sur un ton révolutionnaire. Vous souvenez quand il hurlait... C'est notre projet. Oui parce que c'est notre projet. Vous vous souvenez comment s'appelait son livre, son livre de programme ? Révolution. Je vous jure, c'est pas une blague. Et donc ça c'était vraiment un coup de génie, je dis ça sans aucune ironie. C'est à dire que c'était parfaitement raisonnable tout ce qu'il proposait mais c'était dit sur un ton qui était vraiment transgressif. Mais c'est parce qu'il était jeune, c'est parce qu'il était nouveau. Édouard Philippe peut pas faire ça. C'est comme Édouard Balladur en son temps. C'est pas facile d'avoir l'air d'un rocker ou d'un révolutionnaire quand on a un passé comme ça de Premier ministre comme Édouard Philippe. Même si on fait des frites et qu'on enfourne les pizzas. Théophile

? Non mais c'est ça qui fait tout le comique de ce style de communication. C'est qu'il y a effectivement un décalage entre la neutralité des phrases et le panache avec lequel elles sont prononcées. C'est pas juste quelque chose qui vient de la vidéo, c'est vrai. Quand on a dit qu'il faut débloquer le pays comme ça. Il y croit. Il y croit réellement.

Enthousiasme certain.

Bon voilà, d'une certaine mesure, on ne sait pas.

On

voulait dire c'est un bon acteur.

En tout cas vous arrivez à faire rire à la fois Daniel Obono et Chierbien. Juste le jour où il y aura une vidéo sur eux. Moi je mets on rigolera. Daniel Obono, quand vous entendez effectivement des candidats qui jouent à ce point là le convenable, disons, à rapport au vôtre qui joue la rupture

? Moi je pense que ce qui appuie, les platitudes sont d'autant plus appuyées que ce qu'il y a derrière c'est un bilan. Et un bilan qui est loin d'être raisonnable, monsieur Roquet. Vous avez choisi cet adjectif. Moi je ne crois pas que la politique menée depuis dix ans soit raisonnable, soit convenable.

Et je crois que les Français et les Françaises ne se laisseront pas avoir par une rhétorique parce qu'ils vivent dans leur chair la réalité de ce que c'est aujourd'hui de vivre dans la France de Macron. Et c'est de ça qu'il s'agit. On peut faire tous les discours qu'on veut, à un moment donné les personnes qui vont aller voter vont écouter, vont regarder, vont se rappeler de quoi il s'agit. C'est à dire que vous nous parlez du cercle de la raison, ce sont les mêmes personnes qui ont mis le pays dans une situation économique, sociale et démocratique de crise. Et écologique bien évidemment. On devra en reparler. Donc oui, enfin ça fait rire, parce que ça fait rire peut-être un peu jaune, parce que la réalité derrière ces discours, elle est terrible pour des gens dans ce pays.

La rupture, est-ce que vous voulez une élection de rupture ? Ce n'est pas très clair quand on écoute le meeting d'aujourd'hui, Alexandre Nikolic, au fond certains disent vous avez essayé de rejouer 1980, c'est à dire une rupture, on bouscule un peu avec le bourgeois qui se dit « allez, je vais essayer Marine Le Pen comme on a essayé Naguère Mitterrand, en se disant c'est un peu risqué, mais on a envie de changer. Est-ce que c'est votre pari

Alexandre Dericoli : ? » Non mais une rupture sur beaucoup de choses bien sûr, et là ce qui a pu être dit globalement dans le discours, parce qu'on a fait attention à la forme depuis tout à l'heure et cette phrase sur le beau, mais moi j'étais juste derrière, on me voit d'ailleurs un peu à droite. Alors attendez, où est-ce que vous

êtes ? Est-ce qu'on peut élargir le champ sur Marine Le

Alexandre Dericoli : Pen ? Mais bref, on s'en fiche, je ne me fiche pas. Mais il est normal.

Vous avez l'air très sérieux là Alexandre Nikolic. Je suis concentré sur

Alexandre Dericoli : ce qu'elle dit évidemment. Et donc il y a eu des annonces très fortes, parce que tout à l'heure madame Obono parlait justement de ce qu'on propose sur le DPE, et dire que ça doit être quelque chose d'indicatif et concurrentiel pour pouvoir louer. Parce que aujourd'hui si on maintient le DPE par exemple, c'est un million de logements au 1er janvier 2028 qui ne pourront pas être loués. Quand on connaît la crise que peuvent vivre les Français pour avoir un logement, être propriétaire, mais aussi pour louer avec des prix qui augmentent constamment et avec beaucoup de Français qui se disent « je ne peux pas faire construire parce qu'il y a la Loïsanne » qui bloque des nouvelles constructions. Et en même temps, il y a ce DPE qui fait que les logements possibles diminuent. Et bien ça entraîne une pression sur le logement qui entraîne forcément une augmentation à la fois des prix à l'achat et à la fois des prix sur les loyers. Alexandre Nikolic, est-ce que vous diriez comme Marine Le Pen et on a 57 % de propriétaires, un chiffre qui diminue pour la première fois, c'est pas anodin. Donc oui c'est une rupture avec tout ce que proposent les autres. Parce qu'on est les seuls aujourd'hui à proposer ça. Est-ce que vous dites comme elle que vous n'êtes ni de gauche ni de droite ? Oui mais parce qu'après je pense que c'est des débats qui sont dépassés. Vous êtes ni de gauche ni de droite vraiment ? Bien sûr oui. Sincèrement parce qu'il y a eu des mutations.

Venant de l'ancien Bloc de l'Est, enfin je veux dire, l'habitude, c'est pas quand on vient de l'ancien Bloc de l'Est, on est rarement ni de gauche ni de droite disons, il me semble. N'hésitez pas à fondre votre pensée.

Alexandre Dericoli : Mais ce que je vous dis, c'est que par exemple, le patriotisme, est-ce que c'est une valeur de gauche, est-ce que c'est une valeur de droite ? Ce qu'on propose là sur le logement par exemple, est-ce que c'est à gauche ou est-ce que c'est à droite ? Notre vision de l'identité aujourd'hui, par exemple, est-ce que c'est de gauche ? C'est pas la priorité nationale, c

'est un des sujets sur les logements sociaux. C 'est un vrai sujet par exemple aujourd 'hui. C 'est quelque chose qui a été lancé par la gauche, la priorité nationale, mais aujourd 'hui c 'est vu comme une idée droite, une idée de tout le monde, puisque 70 % des Français veulent une priorité nationale. Mais donc c 'est compliqué de se positionner est -ce que c 'est de gauche ou de droite ? C 'est juste du bon sens, avec en tout cas ce que je pense que veulent beaucoup de Français pour qu 'ils puissent se loger et avoir plus de pouvoir d 'achat sur les autres mesures par exemple. Je comprends que vous soyez un

peu gêné pour répondre parce que le retour à la retraite à 60 ans, ce qui est demandé par Marine Le Pen pour un certain nombre de carrières longues, quand on commence à parler entre 17 et 20 ans, ça c 'est de gauche. En revanche, la suppression du DPE, la suppression de l 'encadrement des loyers, la fin des quotas de logement sociaux dans les municipalités, ça je peux vous dire que les lecteurs du Figaro applaudissent des deux mains. De deux choses l 'une, ou c 'est incohérent, ou c 'est très indigent. Je t 'amuse juste, c 'est -à -dire que c 'est là, je pense qu 'il y a une stratégie derrière ça qui fait qu 'effectivement, on a du mal à vous mettre dans une case parce que sur certains sujets, vous êtes clairement de gauche, par exemple comme sur les retraites, et en même temps, sur d 'autres sujets comme le logement, là vous êtes beaucoup plus libéraux.

Alors, je vous allais pouvoir répondre, c 'est comme dans les films, juste après cette interruption, puisque on va voir à quel point Marine Le Pen effectivement sur certains points, lance la campagne sur des priorités d 'accès aux Français pour le logement social, et puis on parlera évidemment de la situation économique qui va payer la situation vertigineuse de la France avec une croissance à peu près à zéro, et visiblement les taux se resserrent sur les retraités, dit, aisés. On verra ce que, dans la bouche du gouvernement, signifie retraité plutôt aisée, vous allez voir que ça situe plus autour de 2000 euros qu 'au -dessus. Merci d 'être avec nous. On entre dans le vif de la campagne avec ce premier meeting de Marine Le Pen, notamment concernant le logement et la priorité aux Français. Priorité à l 'accès au logement social pour les Français. C 'est une des mesures qui marquent la soirée. Écoutez -la.

La première mesure sociale que nous prendrons sera un droit nouveau pour tous les Français. Nous allons garantir à tous les Français, comme cela se pratique dans tous les pays du monde, un droit naturel et juste. Avec nous, les Français, quel que soit leur couleur de peau ou leur religion, leur origine ou leur résidence, quelle que soit leur région ou leur condition sociale, seront prioritaires chez eux.

Alexandre Nicolich, expliquez -nous de façon très pédagogique dans votre idée et vous allez pouvoir réagir, évidemment, ce que veut dire cette priorité.

Alexandre Dericoli : On va redonner un sens, justement, à un privilège d 'être Français sur le territoire français. C 'est -à -dire que, quel que soit l 'origine, la couleur de peau, la religion, la situation sociale, comme vient de le dire Marine Le Pen, quand on est Français en France, on doit bénéficier d 'avantages quand on a des difficultés, par exemple, pour se loger. Sur le logement social, c 'est -à -dire que quand vous avez des dossiers qui sont présentés, ceux qui ont la nationalité française ont un avantage et pourront bénéficier de ce logement social comme il y a d 'autres axes qui sont évoqués. Effectivement, les familles de délinquants seront expulsées de la même manière. On veut faire en sorte qu 'il y ait un prix. C 'est un privilège de bénéficier d 'un logement social, c 'est la solidarité nationale. Ça coûte moins cher qu 'un logement classique. Ce privilège doit revenir à ceux qui sont honnêtes. Expliquez -nous la priorité

nationale, très concrète. La famille afghane, malienne, syrienne, peu importe, étrangère qui arrive et qui dit qu 'elle est formellement en position d 'être candidat pour un logement social. Qu 'est -ce que

vous lui répondez ?

Alexandre Dericoli : On regarde d 'abord si des familles françaises demandent un logement social. Vous parlez de famille malienne.

C 'est un confinement très concret. Ca veut dire qu 'un revenu égal, c 'est la famille française qui

Alexandre Dericoli : sera privilégier. Oui, qui bénéficie d 'un avantage. Aujourd 'hui, en France, sur le logement social, vous avez 11 % de familles sans ascendance migratoires qui sont dans un logement social. Vous avez 57 % des familles immigrées saéliennes. Vous avez cité le Mali, qui sont aujourd 'hui dans un logement social. 49 % des algériens qui sont aujourd 'hui dans un logement social. Aujourd 'hui, le logement social sert de manière massive à loger des immigrés qui viennent d 'arriver. C 'est au détriment de Français, 70 % des Français sont éligibles au logement social et qui aujourd 'hui, parfois, ne peuvent pas en bénéficier. On va faire en sorte qu 'ils puissent en bénéficier. Les délinquants pour faire en sorte qu 'il n 'y ait plus de familles qui règnent en maître en étant dans le trafic de drogue dans les cités.

Vous vous posiez la question de savoir ce qu 'était le Rassemblement national. Là, on voit la réponse. C 'est un parti qui défend un programme d 'extrême droite. La préférence nationale, c 'est une mesure discriminatoire, anticonstitutionnelle, je rappelle, qu 'en France, on a mis à bas les privilèges. On a garanti des droits. Le logement social est issu d 'une histoire universaliste qui considère que le logement est un droit, pas un privilège, et que toutes les personnes qui n 'ont pas les moyens, quelles que soient leurs nationalités, d 'avoir un toit, ce qui est quand même la base si on veut vivre dignement, se projeter dans l 'avenir, survivre, c 'est avoir un toit. Et donc, le principe même de l 'accès de tous et toutes, ce qui remplit des conditions, parce qu 'il y a des conditions, ce n 'est pas donné comme cela. Si vous permettez... Je vous couperai, monsieur, mais c 'est pas deux

exposés. Vous pouvez vous discuter.

Par ailleurs, je ne suis pas là pour répondre aux questions de quelqu 'un qui défend juste une mesure discriminatoire. Je considère que c 'est anticonstitutionnel, que c 'est antirépublicain, et c 'est une des raisons qu 'il faut

Alexandre Dericoli : faire tout notre possible pour proposer l 'ensemble national. Vous savez qui propose en France pour la première fois la préférence nationale. M .Roger Salangrot de la SFIO en 1931. Le FNP... Vous

interrompt aussi, monsieur, franchement. Si vous ne voulez pas discuter, si vous êtes sur le même plateau, vous pouvez écouter la fin de la phrase de l 'autre. Alors, finissez. Vous parlez en même temps, donc ça n 'a pas de sens. Je

Alexandre Dericoli : pense autant en décalage avec ce que souhaitent beaucoup de Français. Si 70 % des Français souhaitent une priorité nationale, c 'est qu 'ils ont un sentiment d 'injustice sur les aides sociales et sur le logement. Vous avez des chiffres qui sont très clairs, par exemple, sur aujourd 'hui, par exemple, les immigrés qui sont en France bénéficient dans leur revenu deux fois plus de logements sociaux que les non -immigrés. Ça compte pour les Français qui se disent qu 'aujourd 'hui, j 'ai l 'impression qu 'on arrive à un moment de rupture, qu 'on n 'arrive plus à accueillir et mes impôts servent à alimenter un système qui nourrit systématiquement des gens qui viennent d 'arriver en leur donnant un privilège. En ce moment, on se moindrent les immigrés, mais c 'est vrai. Mes parents sont en France. Vous savez, ils sont immigrés. Laissez -la répondre. Arrêtez de dire

n 'importe quoi. Toutes les personnes qui vivent sur le territoire français payent des impôts. En France, ça fait partie de nos conquêtes, de l'identité de ce pays. Je crois qu'on doit en être fier plutôt que d'essayer de le mettre à bas. Oui, on considère qu'avoir accès au droit, à la dignité, doit être pour tout le monde. Ce qui est caractéristique de l'extrême droite, c'est plutôt que de s'attaquer au problème qui est la crise du logement. Il y a un marché privé, il y a de la spéculation. Là, on en parle pas du tout. On remet en cause ce qui est des protections pour éviter que les gens étouffent dans leur logement ou meurent de froid dans leur logement. Là, on dérégule absolument. On ne remet pas en cause la spéculation, mais on va expliquer que la précarité sur laquelle on n'intervient pas, on va la gérer en discriminant. C'est l'identité de l'extrême droite

que

Alexandre Dericoli : de limiter le peuple plutôt que de s

'affronter à un problème social. Clément Blum était d'extrême droite.

Alexandre Dericoli : Le front populaire dont le NFP se revendique était d'extrême droite. C'est un aucun sens. Où avez-vous

vu dans le programme du front populaire des mesures de

Alexandre Dericoli : préférence nationale sur l'emploi ? Il y avait des quotas sur l'emploi et des quotas d'immigrés. Je vous invite à vérifier. Réaction des éditorialistes. Guillaume Anquette. Je vais répondre sur le logement. Est-ce que ça intéresse les gens ? On va avancer. On n'est pas sur le sujet. On ne fait pas la rénovation technique. On m'a accusé que nous ne voulions pas... Vous avez

expliqué que vous allez remettre en cause les protections qui dévient des logements qui sont des passoires terminées. Vous savez combien de personnes vivent dans des logements. Pourquoi la régulation du DPE est à un progrès ? On

ne va pas ouvrir tous les dossiers en même temps. C'est vraiment intéressant. Là, il y a deux visions qui s'opposent. C'est de la belle politique parce que c'est des choix pour les Français. Qu'est-ce qui est le plus important ? C'est la situation sociale. Ce que dit M. Nicolik, c'est juste que les familles d'origine immigrée sont surreprésentées dans les logements sociaux, non pas qu'elles aient une priorité, mais parce qu'elles ont des familles nombreuses et des revenus faibles. Donc, elles passent devant. C'est cette situation sociale qui doit primer ou est-ce que c'est le fait, parce que nous sommes en France, d'être français ? Là, on a vraiment deux visions de notre pays. La préférence nationale est dans une large mesure inconstitutionnelle. Le Conseil constitutionnel a censuré des lois de ce type, mais elle ne l'est pas complètement. Pour être fonctionnaire, il faut être français. C'est de la préférence nationale. Pour avoir le RSA, il faut être en France depuis 5 ans. Tous les immigrés n'y ont pas droit.

Alexandre Dericoli : Je peux expliquer l'application constitutionnelle ? Effectivement. Je ne le fais pas. Aujourd'hui, la Constitution ne permet pas l'application. En revanche, un référendum qui rentre tout à fait en adéquation constitutionnellement avec l'article 11, qui permet de modifier par référendum sur quelque chose qui est social, un référendum est possible. Par référendum, nous poserons la question aux Français s'ils veulent une préférence nationale. Ça sera aux Français. Dans des familles, vous

avez des parents immigrés et des enfants français ? Vous mettez leurs parents à la rue et les enfants ont le droit de rester dans le logement ? Vous vous rendez compte de l'hallucination ? Vous savez

qu'il y a des immigrés, quand vous dites les familles immigrés... Mes parents étaient étrangers, mon père est décédé. C'est mon cas, Mme Monod. Je connais ce cas. Vous faites quoi dans des familles ? Vous choisissez ceux qui restent dans le logement

Alexandre Dericoli : ? Votre vision

est intéressante. Juste en cas d'école, c'est intéressant. Quand les parents sont étrangers et les enfants français, vous considérez...

Alexandre Dericoli : Ils obtiennent la nationalité française dans un premier temps à 13 ans, mais sinon 18 ans. Ils sont considérés comme français. J'aimerais vous

entendre sur ce qui se passe à l'étranger. C'est intéressant de voir qu'en Suède, c'est des élections ce soir, une gauche qui est très anti-immigration, c'est la gauche social-démocrate, mais elle est très anti-immigration, peut-être de gagner l'élection, c'est les premières sorties des urnes, et même de faire reculer l'extrême droite. Un de ses visages, c'est cette députée, Loen Redar, elle-même fille d'immigrés Kurdes qui ont fui la dictature iranienne, et qui a des propos très durs sur l'immigration. Elle dit qu'il faut fermer le robinet de l'immigration pour 15 ans. C'est une autre Suède, très ouverte du passé, une gauche social-démocrate européenne au nord, au Danemark, et là, en l'occurrence, en Suède. C'est encore plus

drastique en question d'immigration. Que ce soit en Suède ou au Danemark, ou dirigé par les sociodémocrates, on a un gouvernement qui accentue les contrôles drastiques pour le retour aux frontières, l'aide au retour volontaire pour inciter à quitter. On a donc deux pays, deux Etats de l'Europe du Nord, qui, sans vergogne, assument ce genre de politique. Qu'est

-ce qui se passe ? Il est en train de se passer, d'abord, les menaces sur le système social, sur le modèle social de ces pays. Ce sont des pays qui ont des grandes traditions social-démocrates, même si la Suède a viré à droite. Il y a un attachement transpartisan au modèle social. En gros, ils disent que ce n'est plus possible. Si on continue à attirer autant d'immigrés, notre modèle social ne pourra pas tenir, parce que ça nous coûtera trop cher. Le second point, c'est que ces pays du Nord n'ont pas la culpabilité... qu'on a inoculés à la classe politique française depuis tant d'années et qui fait qu'effectivement les Algériens, les immigrés d'origine subsaharienne sont surreprésentés dans les logements sociaux parce qu'on se dit, oh, comment on les a colonisés, c'est normal qu'on leur donne la priorité. Dans les pays de l'Europe du Nord, ce discours-là n'a pas cours, en fait, et donc ils se sentent beaucoup plus libres de dire qu'est-ce qui est intéressant pour notre pays, qu'est-ce qu'il faut mettre en priorité et comment on se protège. Ça, c

est une stratégie. Par ailleurs, ce n'est pas une question de culpabilité, c'est une question de droit et d'accès au droit. Et puis si vous voulez qu'on parle de l'histoire coloniale et coloniale de la France, mais ça, c'est encore autre chose. Les gens, ils n'ont pas choisi, en fait. Une bonne partie, vous parlez de migration aux Algériens. Ah si, ils ont choisi de venir chez nous. Non, non, la France est allée les chercher. Vous savez, il y a une politique pour faire venir des travailleurs qui ont participé à construire ce pays. Vous savez bien que c'est faux. Qui ont participé à construire ce pays. En réalité, est-ce que vous allez

vous faire doubler sur votre droit, Alexander Nicolich ? Ce que je voulais quand

même noter et rappeler, c'est que c'est une vieille ancienne, que ce soit dans les pays du Nord ou ailleurs, au siècle dernier, on avait exactement les mêmes débats. À chaque fois qu'il y a une crise, on explique que le problème, en fait, ce sont les étrangers. Non, non, je vous assure que ce sont des

mêmes... Daniel Obonno, bien sûr, on peut bien être d'accord,

mais ce sont les sociodémocrates.

Oui, mais il y a eu aussi à gauche des gens qui avaient des positions xénophobes. George Marchet, par exemple. Ce ne sont pas de ceux -là que nous nous inspirons. Marcher avec xénophobes. Et je pense que c'est une erreur de considérer que la solution, c'est de discriminer des gens ou de réduire les droits des personnes étrangères et des personnes immunes. Est

-ce qu'il y a une tradition effectivement de gauche ? Il faut rappeler qu'il y a une gauche, par exemple, très colonialiste. La gauche de Jules Ferry, mais vraiment très très colonialiste. C'est d'ailleurs, par certains côtés, raciste, tout en étant à l'intérieur plein de bons sentiments d'ailleurs pour l'école, etc. Est-ce qu'elle a une tradition ? La gauche

Alexandre Dericoli : était plus colonialiste. La droite à l'époque disait plus la caresse que le zembèse. Enfin voilà, si on parle de ce sujet. Mais après, en l'occurrence, je pense qu'on devrait... Là, on va revenir à la France contemporaine et à l'Europe contemporaine. On devrait aborder ces questions de manière assez objective sur le coût que ça peut représenter, sur les difficultés que ça entraîne également en termes de possibilités de vivre ensemble quand beaucoup de gens ont des références de valeurs trop différentes. L'impact que ça peut avoir en important des gens qui viennent de pays parfois avec une vision de la femme, de l'homosexualité qui peut être totalement différente, les conséquences que ça a. Et puis évidemment sur le coût social que ça peut représenter, à la fois sur l'immigration irrégulière qu'on n'arrive pas à expulser, y compris... Et là, on peut parler, vous êtes du Figaro, mais de LR avec Rotailot qui a échoué. Qu'est-ce que vous voulez dire par là ? Vous regardez... Exécuté quand il était ministre de l'Intérieur. Et donc aujourd'hui, une disqualification de tous les partis justement sur cette question de l'immigration. Et aujourd'hui, ce sujet comporte et qui est voulu par une majorité de Français. C'est pour ça qu'on proposerait un référendum. Et d'ailleurs, on verra bien du coup ce que veulent les Français en leur demandant, parce que ça fait trop d'années qu'au final, il y a des politiques qui sont menées, sans jamais qu'on ait demandé aux Français qu'est-ce qu'ils veulent sur cette question -là. Mais peut-être que vous voudriez peut-être qu'on... Il y a des faits tous

les ans et demi. En fait, c'est un des sujets qui fait l'objet de plus de législation. Et c'est toujours plus de répression par rapport au droit des étrangers. On a battu le record d'immigrés légaux, illégaux l'année dernière. C'est pas vrai que personne n'a jamais discuté ou que ce serait un grand tabou. Mais madame Obono, tu fais... La question de l'immigration et les immigrés sont les boucs émissaires politiques de tous les courants, de droite, d'extrême-droite et parfois, malheureusement, certains à gauche, qui sont incapables d'adresser les problèmes de fond. Parce que quand on pose aussi la question aux Français, quelles sont les urgences aujourd'hui ? C'est la question du logement, c'est la question sociale. C'est la question de l'environnement et de la catastrophe climatique. À ça, on n'a aucune réponse et on va pointer du doigt les immigrés.

Voilà la stratégie. Est-ce qu'on est en une période vraiment de grande inquiétude économique, on va entrer sur ce sujet -là. On repasse par vous, Déophile, alias Caciz. Une de vos vidéos qui a eu le plus de succès, c'est quand on ajoute à toutes les catastrophes ce que dit Laurent Alexandre. Les catastrophes, ça a été le train fantôme ces derniers jours, la croissance revue à la baisse, on a une croissance à 0%, on a été 0,5 % en 2026, 0,0 % au deuxième trimestre, les taux d'emprunt qui s'envolent au-dessus de 4%, l'intelligence artificielle qui menace même d'extinction l'humanité, en tout cas, c'est une des théories de certains défenseurs de l'intelligence artificielle, vous faites une imitation parodie de Laurent Alexandre, qui est familier maintenant de nos plateaux tous les dimanches, lui-même a beaucoup apprécié, lui-même vous accorde beaucoup de talent, écoutez

-le.

Écoutez -vous. Expecto patronum. Ça fonctionne, regardez professeur. Ouais, c 'est bien, t 'es l 'élu, t 'es l 'élu tout. Stop, on arrête tout. Oh non. Les sorciers vous êtes complètement à la ramasse, totalement asbine, tous les benchmarks disent que l 'IA fait mieux que la magie dans 100 % des domaines. Est -ce que c 'est un mangemort ? Non, c 'est Laurent Alexandre, il arrête pas de nous harceler. Et là, vous êtes tout seul dans votre délire du Moyen -Âge à prononcer des incantations en latin. Donc vos sortilèges bidons, c 'est terminé. Aujourd 'hui, TchatjpT9 ¾ peut le rendre invisible, peut transformer des rats en gobelets, si ça vous amuse. C 'est vrai

professeur, les sorciers vont être remplacés par l 'IA ? Oui. Est -ce que ce sera le climat de 2027, c 'est -à -dire un climat catastrophiste, où il y a tous les mots de la Terre qui nous arrivent ? Ah non, je...

En réalité, en réalité, vous parlez de l 'IA

Alexandre Dernicoli : ? Je veux bien en parler. Je pense qu 'au -delà de... On a vu encore un sondage qui est sorti aujourd 'hui. Au -delà, effectivement, je pourrais parler du fait que, ça a été dit par M. Roquet tout à l 'heure, on est donné un score qui n 'a pas été vu depuis 1974. Mais ce qui est important dans cette enquête, c 'est le pessimisme des Français. On est... Et il y a des enquêtes internationales. Il y a une enquête sur tous les pays de l 'OCDE. On est le pays qui... Le peuple qui a le moins confiance en l 'avenir. Avec une vraie crainte. Or, ça vient d 'être tourné un petit peu en dérision, mais c 'est intéressant comme sujet. L 'intelligence artificielle, la robotisation peut être un des moyens de trouver des solutions. On peut se dire que le monde pourrait être meilleur demain, qu 'on doit toujours positiver. On parlait tout à l 'heure du Renaissance. Est -ce que vous le pensez, ça,

pardon ? Quel âge avez -vous, Alexandre ? 39 ans. Et vous ? 27 ans. Vous êtes les... Pardon, je peux faire insulte à personne, mais je crois... Je fais très attention avec les âges, mais... Alors, je m 'en lave aux jeunes. Je crois que vous êtes les plus jeunes. Je me sens insulté. Non, pardon. Vous étiez jeune Giscardien. Vous n 'y êtes pas. Est -ce que vous avez l 'impression qu 'effectivement, vous vivrez moins bien économiquement que vos parents et vos grands -parents, par exemple

? Il y a effectivement un choc de l 'intelligence artificielle qu 'il va falloir prendre en compte. Désolé pour cette phrase un peu plate, mais je vais essayer de la... Vous pourriez rentrer dans vos... Vous regardez comme ça, on est imbibé, en fait. Et donc, ça dépendra des décisions prises par les pouvoirs politiques, parce que, par contre, moi, j 'ai quand même la

conviction... Vous vous croyez, alors ?

Non, mais j 'ai quand même la conviction que l 'IA sera assez rapidement en mesure de nous remplacer dans tous les métiers, dans toutes les tâches qu 'on est capable de réaliser aujourd 'hui. Je sais que là -dessus, justement, je me mouille un peu plus. Et je vais peut -être même me mettre en porte -à -fou avec Laurent Alexandre, qui a l 'air de croire encore à l 'existence des entreprises, du libéralisme tel qu 'il existe aujourd 'hui, partiellement. Mais à mon avis, justement, à partir du moment où plus personne ne sera capable de se distinguer par un métier rémunérateur, on va perdre la clé de répartition qui hiérarchise aujourd 'hui les individus. Et ça va nous obliger à rentrer éventuellement dans une société un peu plus égalitaire où les individus devront peut -être être pris en charge par les pouvoirs publics avec un revenu universel. Et je vois difficilement comment est -ce qu 'on peut éviter ce scénario. Est -ce que vous

croyez à la rupture ? Est -ce que vous croyez qu 'on pourra retrouver la croissance, retrouver le

bonheur des 30 Glorieuses où il y a toujours plus de croissance, toujours plus d'argent, toujours plus de progrès ? Ça, ce n

'est pas possible dans un monde où les ressources se finissent. Et je pense que c'est ça la différence majeure.

Les Chinois continuent, ils ont 6 % de croissance. Les Indiens ? En vérité, il

y a une limite à l'accumulation, il y a une limite à la croissance infime. Je pense que vous parliez aujourd'hui du pessimisme et notamment dans la dimension générationnelle. La question du dérèglement climatique est un des éléments de ce pessimisme, voire d'une angoisse, qui est normale. Vous ajoutez à la crise économique et sociale que les gens vivent, donc ce n'est pas juste un sentiment, c'est le quotidien de millions de personnes qui vivent dans ce pays, avec l'incertitude et l'impact que connaissent déjà beaucoup de gens de ce dérèglement climatique. Donc la question c'est, comment dans ce débat présidentiel, on propose une vision, effectivement, qui donne à

espérer... Qui vend du rêve ? Ce n

'est pas du rêve, mais il faut une vision pour le pays. Et je pense que nous, quand nous proposons la règle verte, instituer dans la Constitution l'idée qu'on ne peut pas prendre à la nature plus que ce qu'elle ne peut produire ou régénérer. Ça, c'est quelque chose

qui

donne... Oui, parce qu'en fait, on se donne les moyens de faire face à ce qui est le défi civilisationnel de l'humanité, c'est l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Et je crois que là, on donne de l'enthousiasme et des défis à toute une génération, pas simplement des nouvelles... Est-ce que je peux vous soumettre quelque chose d'un peu

plus tard à un téré immédiat ? Qui va payer la situation dramatique de la France sur les chiffres qu'on donnait tout à l'heure ? Déclaration de M. Lescure concernant les retraités. Parce que ça, c'est pas la génération qui est la vôtre, c'est ceux qui ont 60 ans et plus, qui sans doute seront contribués pour aller à la caisse. Ça me fait sourire, Guillaume Roquet. 63 et plus, aujourd'hui. La déclaration de Roland Lescure est très intéressante. Il parle aux Parisiens, on lui dit, qu'est-ce que c'est, un retraité aisé ? Il dit qu'avec une retraite à 2000 euros, on n'est pas riche, mais on n'est pas non plus démuné. Est-ce que ça veut dire, malgré tout, là c'est l'os où il y a du gras pour encore ronger ? Déjà,

ça montre dans quel état... Et le pays, si on considère qu'on est aisé à 2000 euros, je vous rappelle que depuis trois ans, le PIB par habitant en France... est passé sous la moyenne européenne. Il y a une réalité objective qui est que l'explosion de la dette publique a appauvri le pays et on est en train de le sentir français par français. Je pense que cette désindexation des retraites, puisque c'est bien ça dont il s'agit, elle va être indispensable, parce qu'on le sait maintenant, c'est le principal poste de dépenses publiques dans le pays. Pour que ce soit accepté, il ne faudra pas juste dire comme M. Lescure « à 2000 euros quand même, on peut faire un petit effort ». Tous les Français qui sont concernés par ça, ils vont dire « mais et vous ? Qu'est-ce que vous faites en face ? » « Où sont les économies ? » Ça doit être du donnant-donnant. Et pour l'instant, on entend beaucoup de projets gouvernementaux en disant qu'on va mettre à contribution les retraités et les autres. En revanche, on ne voit pas très bien où sont les économies réelles. Les vraies économies.

J'aimerais vraiment vous répondre là-dessus. Est-ce que ça vous choque quand on doit voir des

familles qui touchent 2000 euros, 1800 euros, en leur disant « Ah quand même, 1800 euros, il va falloir qu'un petit pot que vous vous seriez un peu là, c'est ça que vous direz ces déclarations ? » Est-ce que ça vous

Alexandre Dericoli : choque ou non ? Moi, ça me choque. Évidemment, ça me choque. Parce qu'en réalité, vous parlez de la croissance. M. Lescure, nous avait promis 1,1 % de croissance, puis c'est descendu à 1%, 0,8%. Maintenant, il nous parle de 0,5 % de croissance. L'INSEE nous dit 0,4 % de croissance. En réalité, c'est le résultat de tous des budgets qui sont passés systématiquement de la part des Macronistes, parce que soit, au début, parce qu'ils avaient une majorité, ils ont pu passer leur budget, soit ensuite par 49,3. Et on a ce résultat. Et un résultat qui fait qu'on est à plus de 70 milliards de charges des intérêts de la dette. Et aujourd'hui, un des principaux postes de dépenses, qui est la conséquence de leur échec. Et ils veulent faire payer ça à qui ? Aux retraités. Aux retraités qui gagneraient aujourd'hui 2000 euros par mois. En réalité, on ne sait pas, parce que dans les axes d'économie, quand on parle de 6 milliards, ça pourrait être une non-indexation sur l'inflation pour l'ensemble des retraités. Donc même les retraités les plus pauvres. Mais qui paiera ? Si ce

ne sont pas eux, qui paiera ?

Alexandre Dericoli : Si vous permettez. Tout à l'heure, on a parlé justement de l'IAA. Eh bien, c'est important de rappeler, en termes de productivité, si aujourd'hui, on a un déclin qui fait qu'on a un PIB par habitant qui est inférieur à la moyenne de la zone euro. On a pris un retard considérable. Emmanuel Macron nous avait promis la Startup Nation. Aujourd'hui, il y a 23 % des entreprises françaises qui utilisent sérieusement l'IAA. C'est une enquête de la Commission européenne. La moyenne européenne est à 39%. Si je

réponds. Attendez, pardon, pardon. La faute à Macron, la faute à Macron. D'accord, d'accord. Ce n'est pas Macron qui a refusé de réformer les retraites. Au contraire, c'est lui qui voulait les réformer.

Alexandre Dericoli : Soyons honnêtes. Mais justement, pourquoi aujourd'hui, on va avoir une volonté de casser le contrat social de retraités qui devaient toucher une retraite qui suit l'inflation et donc qui ont travaillé pour ça et en réalité trahir ces retraités alors que de multiples postes d'économie ne sont pas réalisés ? Vous avez vu que Bruno Le Maire aujourd'hui nous donne raison. Pendant des années, on nous a dit non, on ne peut pas baisser notre contribution à l'Union européenne. Bruno Le Maire a dit aujourd'hui ah bah oui, finalement, c'est peut-être une bonne idée. Eh bien oui, par exemple, vous parliez d'économie. La baisse de la contribution qu'on a proposée dans le budget de 2020, c'est 5,6 milliards. Eh bien, c'est la somme aujourd'hui qu'on veut prendre dans les poches des